



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
PADERBORN

Die britischen amtlichen Dokumente über den Ursprung des Weltkrieges 1898 - 1914

in elf Bänden

Gooch, George P.

Berlin, 1926

Anhänge

[urn:nbn:de:hbz:466:1-80404](https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:hbz:466:1-80404)

Anhänge

Anhang A

*Hier der Wortlaut der österreichisch-ungarischen Note an Serbien, wie ihn Graf Mensdorff auftragsgemäß am 24. Juli 1914 Sir Edward Grey mitgeteilt hat:**

Le Gouvernement Impérial et Royal s'est vu obligé d'adresser jeudi le 23 de ce mois, par l'entremise du Ministre Impérial et Royal à Belgrade, la note suivante au Gouvernement Royal de Serbie:

„Le 31 mars, 1909, le Ministre de Serbie à Vienne a fait, d'ordre de son Gouvernement, au Gouvernement Impérial et Royal la déclaration suivante:

„„La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine et qu'elle se conformera par conséquent à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article 25 du Traité de Berlin. Se rendant aux conseils des Grandes Puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage.““

Or, l'histoire des dernières années, et notamment les événements douloureux du 28 juin, ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement, qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe, est arrivé à se manifester au delà du territoire du royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

Le Gouvernement Royal serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars, 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement: il a toléré l'activité criminelle des

* In der 1919 vom Staatsamt für Äußeres in Wien veröffentlichten französischen Ausgabe von Oe I weisen Schreibweise und Interpunktion leichte Unterschiede im Vergleich zum obigen Text auf.

différentes sociétés et affiliations dirigées contre la Monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans les agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, toléré enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la Monarchie et au mépris de ses institutions.

Cette tolérance coupable du Gouvernement Royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes.

Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Sarajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la „Narodna Odbrana“, et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service-frontière serbe.

Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement Impérial et Royal de poursuivre plus longtemps l'attitude de longanimité expectative qu'il avait observée pendant des années vis-à-vis des agissements concentrés à Belgrade et propagés de là sur les territoires de la Monarchie; ces résultats lui imposent au contraire le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement Impérial et Royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement Royal de Serbie fera publier à la première page du „Journal officiel“ en date du 26 juin (13 juillet) l'énonciation suivante:

„Le Gouvernement Royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.

Le Gouvernement Royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars, 1909.

Le Gouvernement Royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque

partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer.““

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le „Bulletin officiel“ de l'armée.

Le Gouvernement Royal Serbe s'engage en outre:

1° à supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale,

2° à dissoudre immédiatement la société dite „Narodna Odbrana“, à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise; le Gouvernement Royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme,

3° à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie,

4° à éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la Monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement Impérial et Royal se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement Royal,

5° à accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement Impérial et Royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie,

6° à ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe;

des organes, délégués par le Gouvernement Impérial et Royal, prendront part aux recherches y relatives,

7° à procéder d'urgence à l'arrestation du Commandant Voija Tankosić et du nommé Milan Ciganović, employé de l'Etat serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Sarajevo,

8° à empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière;

à licencier et punir sévèrement les fonctionnaires du service-frontière de Schabatz et de Ložnica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Sarajevo en leur facilitant le passage de la frontière,

9^o à donner au Gouvernement Impérial et Royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes tant en Serbie qu'à l'étranger, qui malgré leur position officielle n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin de s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la Monarchie austro-hongroise, enfin, 10^o d'avertir, sans retard, le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Le Gouvernement Impérial et Royal attend la réponse du Gouvernement Royal au plus tard jusqu'au samedi, 25 de ce mois à 6 heures du soir.

Un mémoire concernant les résultats de l'instruction de Sarajevo à l'égard des fonctionnaires mentionnés aux points 7 et 8 est annexé à cette note."

Annexe

L'instruction criminelle ouverte par le Tribunal de Sarajevo contre Gavril Princip et consorts du chef d'assassinat et de complicité y relative — crime commis par eux le 28 juin dernier — a jusqu'ici abouti aux constatations suivantes:

1^o Le complot ayant pour but d'assassiner, lors de son séjour à Sarajevo, l'Archiduc François-Ferdinand fut formé à Belgrade par Gavril Princip, Nedeljko Čabrinović, le nommé Milan Ciganović et Trifko Grabež avec le concours du commandant Voija Tankosić.

2^o Les 6 bombes et les 4 pistolets Browning avec munition, moyennant lesquels les malfaiteurs ont commis l'attentat, furent livrés à Belgrade à Princip, Čabrinović et Grabež par le nommé Milan Ciganović et le commandant Voija Tankosić.

3^o Les bombes sont des grenades à la main provenant du dépôt d'armes de l'armée serbe à Kragujevac.

4^o Pour assurer la réussite de l'attentat, Ciganović enseigna à Princip, Čabrinović et Grabež la manière de se servir des grenades et donna, dans une forêt près du champ de tir à Topschider, des leçons de tir avec pistolets Browning à Princip et Grabež.

5^o Pour rendre possible à Princip, Čabrinović et Grabež de passer la frontière de Bosnie-Herzégovine et d'y introduire clandestinement leur contrebande d'armes, un système de transport secret fut organisé par Ciganović.

D'après cette organisation l'introduction en Bosnie-Herzégovine

des malfaiteurs et de leurs armes fut opérée par les capitaines-frontières de Chabac (Rade Popović) et de Ložnica ainsi que par le douanier Rudivoj Grbić de Ložnica avec le concours de divers particuliers.

Übersetzung*

Die k. und k. Regierung hat sich in die Notwendigkeit versetzt gesehen, durch die Vermittlung des k. und k. Gesandten in Belgrad am Donnerstag, den 23. d. M. folgende Note an die königlich serbische Regierung zu richten:

„Am 31. März 1909 hat der königlich serbische Gesandte am Wiener Hofe im Auftrage seiner Regierung der k. u. k. Regierung folgende Erklärung abgegeben:

„Serbien anerkennt, daß es durch die in Bosnien und der Herzegowina geschaffene Tatsache in seinen Rechten nicht berührt wurde und daß es sich demgemäß den Entschlüssen anpassen wird, welche die Mächte in Bezug auf den Artikel XXV des Berliner Vertrages treffen werden. Indem Serbien den Ratschlägen der Großmächte Folge leistet, verpflichtet es sich, die Haltung des Protestes und des Widerstandes, die es hinsichtlich der Annexion seit dem vergangenen Oktober eingenommen hat, aufzugeben, und es verpflichtet sich ferner, die Richtung seiner gegenwärtigen Politik gegenüber Österreich-Ungarn zu ändern und künftighin mit diesem letzteren auf dem Fuße freundschaftlicher Beziehungen zu leben.““

Die Geschichte der letzten Jahre nun und insbesondere die schmerzlichen Ereignisse des 28. Juni haben das Vorhandensein einer subversiven Bewegung in Serbien erwiesen, deren Ziel es ist, von der österreichisch-ungarischen Monarchie gewisse Teile ihrer Gebiete loszutrennen. Diese Bewegung, die unter den Augen der serbischen Regierung entstand, hat in der Folge jenseits des Gebietes des Königreiches durch Akte des Terrorismus, durch eine Reihe von Attentaten und durch Morde Ausdruck gefunden.

Weit entfernt, die in der Erklärung vom 31. März 1909 enthaltenen formellen Verpflichtungen zu erfüllen, hat die königlich serbische Regierung nichts getan, um diese Bewegung zu unterdrücken. Sie duldet das verbrecherische Treiben der verschiedenen, gegen die Monarchie gerichteten Vereine und Vereinigungen, die zügellose Sprache der Presse, die Verherrlichung der Urheber von

* Genau nach dem Wortlaut von Oe I No. 27 und No. 29.

Attentaten, die Teilnahme von Offizieren und Beamten an subversiven Umtrieben, sie duldet eine ungesunde Propaganda im öffentlichen Unterrichte und duldet schließlich alle Manifestationen, welche die serbische Bevölkerung zum Hasse gegen die Monarchie und zur Verachtung ihrer Einrichtungen verleiten konnten.

Diese Duldung, der sich die königlich serbische Regierung schuldig machte, hat noch in jenem Momente angedauert, in dem die Ereignisse des 28. Juni der ganzen Welt die grauenhaften Folgen solcher Duldung zeigten.

Es erhellt aus den Aussagen und Geständnissen der verbrecherischen Urheber des Attentates vom 28. Juni, daß der Mord von Sarajevo in Belgrad ausgeheckt wurde, daß die Mörder die Waffen und Bomben, mit denen sie ausgestattet waren, von serbischen Offizieren und Beamten erhielten, die der „Narodna odbrana“ angehörten, und daß schließlich die Beförderung der Verbrecher und deren Waffen nach Bosnien von leitenden serbischen Grenzorganen veranstaltet und durchgeführt wurde.

Die angeführten Ergebnisse der Untersuchung gestatten es der k. u. k. Regierung nicht, noch länger die Haltung zuwartender Langmut zu beobachten, die sie durch Jahre jenen Treibereien gegenüber eingenommen hatte, die ihren Mittelpunkt in Belgrad haben und von da auf die Gebiete der Monarchie übertragen werden. Diese Ergebnisse legen der k. u. k. Regierung vielmehr die Pflicht auf, Umtrieben ein Ende zu bereiten, die eine beständige Bedrohung für die Ruhe der Monarchie bilden.

Um diesen Zweck zu erreichen, sieht sich die k. u. k. Regierung gezwungen, von der serbischen Regierung eine offizielle Versicherung zu verlangen, daß sie die gegen Österreich-Ungarn gerichtete Propaganda verurteilt, das heißt die Gesamtheit der Bestrebungen, deren Endziel es ist, von der Monarchie Gebiete loszulösen, die ihr angehören, und daß sie sich verpflichtet, diese verbrecherische und terroristische Propaganda mit allen Mitteln zu unterdrücken.

Um diesen Verpflichtungen einen feierlichen Charakter zu geben, wird die königlich serbische Regierung auf der ersten Seite ihres offiziellen Organes vom 13./26. Juli nachfolgende Erklärung veröffentlichen:

„Die königlich serbische Regierung verurteilt die gegen Österreich-Ungarn gerichtete Propaganda, das heißt die Gesamtheit jener Bestrebungen, deren letztes Ziel es ist, von der österreichisch-ungarischen Monarchie Gebiete loszutrennen, die ihr angehören, und sie bedauert aufrichtigst die grauenhaften Folgen dieser verbrecherischen Handlungen.

Die königlich serbische Regierung bedauert, daß serbische Offiziere und Beamte an der vorgenannten Propaganda teilgenommen und damit die freundschaftlichen Beziehungen gefährdet haben, die zu pflegen sich die königliche Regierung durch ihre Erklärung vom 31. März 1909 feierlichst verpflichtet hatte.

Die königliche Regierung, die jeden Gedanken oder jeden Versuch einer Einmischung in die Geschicke der Bewohner was immer für eines Teiles Österreich-Ungarns mißbilligt und zurückweist, erachtet es für ihre Pflicht, die Offiziere, Beamten und die gesamte Bevölkerung des Königreiches feierlich aufmerksam zu machen, daß sie künftighin mit äußerster Strenge gegen jene Personen vorgehen wird, die sich derartiger Handlungen schuldig machen sollten, Handlungen, denen vorzubeugen und die zu unterdrücken sie alle Anstrengungen machen wird.““

Diese Erklärung wird gleichzeitig zur Kenntnis der königlichen Armee durch einen Tagesbefehl Seiner Majestät des Königs gebracht und in dem offiziellen Organe der Armee veröffentlicht werden.

Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich überdies:

1. Jede Publikation zu unterdrücken, die zum Hasse und zur Verachtung der Monarchie aufreizt und deren allgemeine Tendenz gegen die territoriale Integrität der letzteren gerichtet ist;

2. sofort mit der Auflösung des Vereines „Narodna odbrana“ vorzugehen, deren gesamte Propagandamittel zu beschlagnahmen und in derselben Weise gegen die anderen Vereine und Vereinigungen in Serbien einzuschreiten, die sich mit der Propaganda gegen Österreich-Ungarn beschäftigen; die königliche Regierung wird die nötigen Maßregeln treffen, damit die aufgelösten Vereine nicht etwa ihre Tätigkeit unter anderem Namen oder in anderer Form fortsetzen;

3. ohne Verzug aus dem öffentlichen Unterrichte in Serbien, sowohl was den Lehrkörper als auch die Lehrmittel betrifft, alles zu beseitigen, was dazu dient oder dienen könnte, die Propaganda gegen Österreich-Ungarn zu nähren;

4. aus dem Militärdienste und der Verwaltung im allgemeinen alle Offiziere und Beamten zu entfernen, die der Propaganda gegen Österreich-Ungarn schuldig sind und deren Namen unter Mitteilung des gegen sie vorliegenden Materiales der königlichen Regierung bekanntzugeben sich die k. u. k. Regierung vorbehält;

5. einzuwilligen, daß in Serbien Organe der k. u. k. Regierung bei der Unterdrückung der gegen die territoriale Integrität der Monarchie gerichteten subversiven Bewegung mitwirken;

6. eine gerichtliche Untersuchung gegen jene Teilnehmer des Komplottes vom 28. Juni einzuleiten, die sich auf serbischem Territorium befinden;

von der k. u. k. Regierung hiez zu delegierte Organe werden an den bezüglich Erhebungen teilnehmen;

7. mit aller Beschleunigung die Verhaftung des Majors Voijs Tankosić und eines gewissen Milan Ciganović, serbischen Staatsbeamten, vorzunehmen, welche durch die Ergebnisse der Untersuchung kompromittiert sind;

8. durch wirksame Maßnahme die Teilnahme der serbischen Behörden an dem Einschmuggeln von Waffen und Explosivkörpern über die Grenze zu verhindern;

jene Organe des Grenzdienstes von Schabatz und Loznica, die den Urhebern des Verbrechens von Sarajevo bei ihrem Eintreten nach Bosnien behilflich waren, aus dem Dienste zu entlassen und strenge zu bestrafen;

9. der k. u. k. Regierung Aufklärungen zu geben über die nicht zu rechtfertigenden Äußerungen hoher serbischer Funktionäre in Serbien sowohl als auch im Auslande, die, ihrer offiziellen Stellung ungeachtet, nicht gezögert haben, sich nach dem Attentate vom 28. Juni in Interviews in feindlicher Weise gegen Österreich-Ungarn auszusprechen;

10. die k. u. k. Regierung ohne Verzug von der Durchführung der in den vorigen Punkten zusammengefaßten Maßnahmen zu verständigen.

Die k. u. k. Regierung erwartet die Antwort der königlichen Regierung spätestens bis Samstag, den 25. d. M. um 5 Uhr nachmittags.

Ein Mémoire über die Ergebnisse der Untersuchung von Sarajevo, soweit sie sich auf die in Punkt 7 und 8 genannten Funktionäre beziehen, ist dieser Note beigeschlossen.“

Beilage

Die bei dem Gerichte in Sarajevo gegen Gavrilo Princip und Genossen wegen des am 28. Juni d. J. begangenen Mordes, beziehungsweise wegen Mitschuld hieran anhängige Strafuntersuchung hat bisher zu folgenden Feststellungen geführt:

1. Der Plan, den Erzherzog Franz Ferdinand während seines Aufenthaltes in Sarajevo zu ermorden, wurde in Belgrad von Gavrilo Princip, Nedeljko Čabrinović, einem gewissen Milan Ciganović und Trifko Grabež unter Mithilfe des Majors Voijs Tankosić gefaßt.

2. Die sechs Bomben und vier Browningpistolen samt Munition, deren sich die Verbrecher als Werkzeuge bedienten, wurden dem Princip, Čabrinović und Grabež in Belgrad von einem gewissen Milan Ciganović und dem Major Voija Tankosić verschafft und übergeben.

3. Die Bomben sind Handgranaten, die dem Waffendepot der serbischen Armee in Kragujevac entstammen.

4. Um das Gelingen des Attentates zu sichern, unterwies Ciganović den Princip, Čabrinović und Grabež in der Handhabung der Granaten und gab in einem Walde neben dem Schießfelde von Topšider dem Princip und Grabež Unterricht im Schießen mit Browningpistolen.

5. Um dem Princip, Čabrinović und Grabež den Übergang über die bosnisch-herzegowinische Grenze und die Einschmuggelung ihrer Waffen zu ermöglichen, wurde ein ganzes geheimes Transportsystem durch Ciganović organisiert.

Der Eintritt der Verbrecher samt ihren Waffen nach Bosnien und die Herzegowina wurde von den Grenzhauptleuten von Schabatz (Rade Popović) und Loznica sowie von dem Zollorgan Rudivoj Grbić von Loznica mit Beihilfe mehrerer anderer Personen durchgeführt.

Gleichzeitig hat Graf Mensdorff auftragsgemäß die folgende amtliche Erklärung der österreichisch-ungarischen Regierung mitgeteilt:

Le 31 mars, 1909, le Gouvernement Royal serbe a adressé à l'Autriche-Hongrie la déclaration dont le texte est reproduit ci-dessus.

Le lendemain même de cette déclaration la Serbie s'est engagée dans une politique tendant à inspirer des idées subversives aux ressortissants serbes de la Monarchie austro-hongroise et à préparer ainsi la séparation des territoires austro-hongrois, limitrophes à la Serbie.

La Serbie devint le foyer d'une agitation criminelle.

Des sociétés et affiliations ne tardèrent pas à se former qui, soit ouvertement, soit clandestinement, étaient destinées à créer des désordres sur le territoire austro-hongrois. Ces sociétés et affiliations comptent parmi leurs membres des généraux et des diplomates, des fonctionnaires d'Etat et des juges, bref les sommités du monde officiel et inofficiel du royaume.

Le journalisme serbe est presque entièrement au service de cette propagande, dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et pas un jour ne passe sans que les organes de la presse serbe n'excitent leurs lecteurs

à la haine et au mépris de la Monarchie voisine ou à des attentats dirigés plus ou moins ouvertement contre sa sûreté et son intégrité.

Un grand nombre d'agents est appelé à soutenir par tous les moyens l'agitation contre l'Autriche-Hongrie et à corrompre dans les provinces limitrophes la jeunesse de ces pays.

L'esprit conspirateur des politiciens serbes, esprit dont les annales du royaume portent les sanglantes empreintes, a subi une recrudescence depuis la dernière crise balcanique; des individus ayant fait partie des bandes jusque-là occupées en Macédoine sont venus se mettre à la disposition de la propagande terroriste contre l'Autriche-Hongrie.

En présence de ces agissements, auxquels l'Autriche-Hongrie est exposée depuis des années, le Gouvernement de la Serbie n'a pas cru devoir prendre la moindre mesure. C'est ainsi que le Gouvernement serbe a manqué au devoir que lui imposait la déclaration solennelle du 31 mars, 1909, et c'est ainsi qu'il s'est mis en contradiction avec la volonté de l'Europe et avec l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

La longanimité du Gouvernement Impérial et Royal à l'égard de l'attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la Monarchie austro-hongroise et de l'espoir que le Gouvernement serbe finirait tout de même par apprécier à sa juste valeur l'amitié de l'Autriche-Hongrie. En observant une attitude bienveillante pour les intérêts politiques de la Serbie, le Gouvernement Impérial et Royal espérait que le royaume se déciderait finalement à suivre de son côté une ligne de conduite analogue. L'Autriche-Hongrie s'attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques en Serbie, lorsque, après les événements de l'année 1912, le Gouvernement Impérial et Royal rendit possible, par une attitude désintéressée et sans rancune, l'agrandissement si considérable de la Serbie.

Cette bienveillance manifestée par l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'Etat voisin n'a cependant aucunement modifié les procédés du royaume, qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande, dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 dernier, jour où l'héritier présomptif de la Monarchie et son illustre épouse devinrent les victimes d'un complot tramé à Belgrade.

En présence de cet état de choses le Gouvernement Impérial et Royal a dû se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade afin d'amener le Gouvernement serbe à arrêter le mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l'intégrité de la Monarchie austro-hongroise.

Le Gouvernement Impérial et Royal est persuadé qu'en entreprenant cette démarche il se trouve en plein accord avec les sentiments

de toutes les nations civilisées, qui ne sauraient admettre que le régicide devint une arme dont on puisse se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

C'est à l'appui de ce qui précède que le Gouvernement Impérial et Royal tient à la disposition du Gouvernement Royal de Grande-Bretagne un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin¹⁾.

Une communication identique est adressée aux représentants Impériaux et Royaux auprès des autres Puissances signataires.

Vous êtes autorisé de laisser une copie de cette dépêche entre les mains de M. le Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 24 juillet, 1914.

Mit Übersetzung im BB No. 4 veröffentlicht

Übersetzung*

Am 31. März 1909 hat die königlich serbische Regierung Österreich-Ungarn gegenüber die Erklärung abgegeben, deren Text oben wiedergegeben ist.

Aber schon vom nächsten Tage an hat sich Serbien in eine Politik eingelassen, die den Zweck verfolgte, subversive Ideen unter den Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie serbischer Nationalität wachzurufen und auf diese Weise die Losreißung der an Serbien grenzenden österreichisch-ungarischen Gebiete vorzubereiten.

Serbien ward der Herd einer verbrecherischen Wühlarbeit.

Bald bildeten sich Gesellschaften und Zweigvereine, welche teils offenkundig, teils im Geheimen bestimmt waren, Unruhen auf dem österreichisch-ungarischen Territorium hervorzurufen. Diese Gesellschaften und Zweigvereine zählen zu ihren Mitgliedern Generäle, Diplomaten, Staatsbeamte und Richter, kurz die Spitzen der offiziellen und nicht offiziellen Welt des Königreiches.

Die serbische Journalistik steht beinahe vollständig im Dienste dieser Propaganda, die gegen Österreich-Ungarn gerichtet ist und kein Tag vergeht, ohne daß die serbischen Preßorgane ihre Leser zum Hasse und zur Verachtung der Nachbarmonarchie oder zu Attentaten aufhetzen, die mehr oder weniger offen gegen ihre Sicherheit und Integrität gerichtet sind.

¹⁾ Vgl. No. 282.

* Genau nach dem Wortlaut von Oe I No. 29.

Eine große Anzahl von Agenten hat die Aufgabe, mit allen Mitteln die Agitation gegen Österreich-Ungarn aufrechtzuerhalten und in den Grenzgebieten die Jugend dieser Länder zu verführen.

Der Geist der Verschwörung, der den serbischen Politikern eigen ist, und dessen blutige Spuren die Annalen des Königreiches aufweisen, hat seit der letzten Balkankrise eine neue Belebung erfahren; Individuen, welche den Banden angehörten, die bisher in Mazedonien beschäftigt waren, haben sich der terroristischen Propaganda gegen Österreich-Ungarn zur Verfügung gestellt.

Angesichts dieser Treibereien, denen Österreich-Ungarn seit Jahren ausgesetzt ist, hat die serbische Regierung nicht die geringste Maßnahme treffen zu sollen geglaubt. Hiedurch hat sie die Pflicht verletzt, die ihr die feierliche Erklärung vom 31. März 1909 auferlegte, und sich zu dem Willen Europas und zu der Verpflichtung, die sie Österreich-Ungarn gegenüber auf sich genommen hatte, in Widerspruch gesetzt.

Die Langmut der k. u. k. Regierung der provozierenden Haltung Serbiens gegenüber war von der territorialen Uneigennützigkeit der österreichisch-ungarischen Monarchie und von der Hoffnung eingegeben, daß die serbische Regierung schließlich doch den Wert der Freundschaft Österreich-Ungarns richtig einschätzen werde. Indem die k. u. k. Regierung eine wohlwollende Haltung den politischen Interessen Serbiens gegenüber beobachtete, gab sie sich der Hoffnung hin, daß sich das Königreich am Ende entschließen werde, auch seinerseits eine analoge Haltung einzunehmen. Österreich-Ungarn erwartete vor allem eine solche Evolution in den politischen Ideen Serbiens, als die Monarchie nach den Ereignissen des Jahres 1912 durch ihre uneigennützigte Haltung und ohne Groll die so bedeutende Vergrößerung Serbiens ermöglichte.

Dieses dem Nachbarstaate bewiesene Wohlwollen Österreich-Ungarns hat jedoch in keiner Weise das Verhalten des Königreiches modifiziert, welches fortfuhr, eine Propaganda auf seinem Gebiete zu dulden, deren unheilvolle Folgen sich am 28. Juni d. J. der ganzen Welt kundgetan haben, an dem Tage, an welchem der Thronfolger der Monarchie und seine erhabene Gemahlin die Opfer eines in Belgrad vorbereiteten Komplottes wurden.

Angesichts dieser Sachlage hat sich die k. u. k. Regierung entschließen müssen, neue und dringende Schritte in Belgrad zu unternehmen, um die serbische Regierung zu veranlassen, die brandstiftende Bewegung zum Stillstand zu bringen, welche die Sicherheit und die Integrität der österreichisch-ungarischen Monarchie bedrohte.

Die k. u. k. Regierung ist überzeugt, daß sie, indem sie diesen Schritt unternimmt, sich in vollem Einklange mit den Empfindungen aller zivilisierten Nationen befindet, die es nicht zulassen könnten, daß der Fürstenmord eine Waffe werde, deren man sich im politischen

Kämpfe straflos bedienen darf und daß der europäische Friede unaufhörlich durch die von Belgrad ausgehenden Umtriebe gestört werde.

Zur Unterstützung der vorstehenden Ausführungen hält die k. u. k. Regierung zur Verfügung der Regierung Großbritanniens eine Sammlung von Beweisstücken, welche die serbischen Umtriebe und die Beziehungen veranschaulichen, welche zwischen diesen Umtrieben und der Mordtat vom 28. Juni bestehen.

Eine identische Mitteilung ergeht an die k. u. k. Vertreter bei den anderen Signatarmächten.

Sie sind ermächtigt, eine Abschrift dieser Weisung dem Herrn Minister des Äußern zu hinterlassen.

Wien, den 24. Juli 1914.

Anhang B

*Antwort der serbischen Regierung auf die österreichisch-ungarische Note
(am 27. Juli 1914 durch den serbischen Gesandten mitgeteilt)**

Le Gouvernement Royal serbe a reçu la communication du Gouvernement Impérial et Royal du 10 de ce mois et il est persuadé que sa réponse éloignera tout malentendu qui menace de gêner les bons rapports de voisinage entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Serbie.

Le Gouvernement Royal conscient que les protestations qui ont apparu tant de la tribune de la Skoupchtina nationale que dans les déclarations et les actes des représentants responsables de l'Etat, protestations qui furent coupées court par les déclarations du Gouvernement serbe, faites le 18 mars, 1909, ne se sont plus renouvelées vis-à-vis de la grande Monarchie voisine en aucune occasion et que, depuis ce temps, autant de la part des Gouvernements Royaux qui se sont succédés que de la part de leurs organes, aucune tentative n'a été faite dans le but de changer l'état de choses politique et juridique créé en Bosnie et Herzégovine, le Gouvernement Royal constate que sous ce rapport le Gouvernement Impérial et Royal n'a fait aucune représentation, sauf en ce qui concerne un livre scolaire, et au sujet de laquelle le Gouvernement Impérial et Royal a reçu une explication entièrement satisfaisante. La Serbie a de nombreuses fois donné des preuves de sa politique pacifique et modérée pendant la durée de la crise balkanique, et c'est grâce à la Serbie et au sacrifice qu'elle a fait

* Im Anhang B der britischen Dokumente sind die serbische Antwort (französisch) und die Bemerkungen der österreichisch-ungarischen Regierung dazu (englisch) einander gegenübergestellt, so wie unten auf Seite 572 ff. nach Oe II No. 96 geschehen ist. Oben aber wird zunächst die serbische Antwort französisch wiedergegeben und die Gegenüberstellung erfolgt unten in deutscher Sprache. Man beachte dort die Notiz rechts an der Spitze der österreichischen Bemerkungen, aus der hervorgeht, daß die englische Regierung anscheinend keine Kenntnis von diesen österreichischen Bemerkungen erhalten hat. — Die serbische Antwort in Oe II No. 47 weicht vielfach von dem obigen Text ab, der dem Foreign Office durch den serbischen Gesandten in London mitgeteilt wurde. Besondere Textunterschiede sind in Fußnoten angegeben.

dans l'intérêt exclusif de la paix européenne que cette paix a été préservée. Le Gouvernement Royal ne peut pas être rendu responsable pour les manifestations d'un caractère privé, telles que les articles des journaux et le travail paisible des sociétés, manifestations qui se produisent dans presque tous les pays comme une chose ordinaire et qui échappe, en règle générale, au contrôle officiel, d'autant moins que le Gouvernement Royal, lors de la solution de toute une série de questions qui se sont présentées entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, a montré une grande prévenance et a réussi, de cette façon, à en régler le plus grand nombre au profit du progrès des deux pays voisins.

C'est pourquoi le Gouvernement Royal a été péniblement surpris par les affirmations, d'après lesquelles des personnes du Royaume de Serbie auraient participé à la préparation de l'attentat commis à Sarajevo; il s'attendait à ce qu'il soit invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapporte à ce crime, et il était prêt, pour prouver son entière correction, à agir contre toutes les personnes à l'égard desquelles des communications lui seraient faites, se rendant donc au désir du Gouvernement Impérial et Royal*, est disposé à remettre au Tribunal tout sujet serbe, sans égard à sa situation et à son rang, pour la complicité duquel, dans le crime de Sarajevo, de preuves lui seraient fournies, et spécialement, il s'engage à faire publier à la première page du „Journal officiel“ en date du 13 (26) juillet, l'énonciation suivante:

„Le Gouvernement Royal de Serbie condamne toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est à dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels. Le Gouvernement Royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, d'après la communication du Gouvernement Royal et Impérial, à la propagande susmentionnée, et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement Royal serbe était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars, 1909**, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers et fonctionnaires et toute la population du royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer.“

* Nach Oe II Nr. 47 ist hier einzufügen: le Gouvernement Royal.

** Nach Oe II No. 47 ist hier ein Punkt zu setzen und mit neuer Zeile zu beginnen: Le Gouvernement . . .

Cette énonciation sera portée à la connaissance de l'armée Royale par un ordre du jour, au nom de Sa Majesté le Roi, par Son Altesse Royale le Prince héritier Alexandre, et sera publié dans le prochain bulletin officiel de l'armée.

Le Gouvernement Royal s'engage en outre:

1. D'introduire dans la première convocation régulière de la Skoupchtina une disposition dans la loi de la presse, par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise, ainsi que contre toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie. Il se charge, lors de la révision de la Constitution, qui est prochaine, à faire introduire dans l'article 22 de la Constitution un amendement de telle sorte que les publications ci-dessus puissent être confisquées, ce qui actuellement aux termes catégoriques de l'article 22 de la Constitution est impossible.

2. Le Gouvernement ne possède aucune preuve et la note du Gouvernement Impérial et Royal ne lui en fournit non plus aucune que la société „Narodna Odbrana“ et autres sociétés similaires aient commis jusqu'à ce jour quelques actes criminels de ce genre, par le fait d'un de leurs membres. Néanmoins, le Gouvernement Royal acceptera la demande du Gouvernement Impérial et Royal et dissoudra la société „Narodna Odbrana“ et toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie.

3. Le Gouvernement Royal serbe s'engage à éliminer sans délais de l'instruction publique en Serbie tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie, quand le Gouvernement Impérial et Royal lui fournira des faits et des preuves de cette propagande.

4. Le Gouvernement Royal accepte de même à éloigner du service militaire ceux pour qui* l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la Monarchie austro-hongroise, et il attend que le Gouvernement Impérial et Royal lui communique ultérieurement les noms et les faits de ces officiers et fonctionnaires aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre.

5. Le Gouvernement Royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du Gouvernement Impérial et Royal que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du Gouvernement Impérial et Royal, mais il déclare qu'il admettra la collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle ainsi qu'aux bons rapports de voisinage.

6. Le Gouvernement Royal, cela va de soi, considère de son de-

* Anstatt „ceux pour qui“ heißt es in Oe II No. 47 nach militaire: et de l'administration les officiers et fonctionnaires pour lesquels . . .

voir d'ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement auraient été, mêlés au complot du 15 juin, et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents ou autorités austro-hongrois qui seraient délégués à cet effet par le Gouvernement Impérial et Royal, le Gouvernement Royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle; cependant dans des cas concrets des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux agents austro-hongrois.

7. Le Gouvernement Royal a fait procéder, dès le soir même de la remise de la note, à l'arrestation du Commandant Voislav Tankositch. Quant à Milan Ziganovitch, qui est sujet de la Monarchie austro-hongroise et qui jusqu'au 15 juin était employé (comme aspirant) à la direction des chemins de fer, il n'a pas pu encore être arrêté*.

Le Gouvernement austro-hongrois est prié de vouloir bien, dans la forme accoutumée, faire connaître le plus tôt possible, les présomptions de culpabilité ainsi que les preuves éventuelles de leur culpabilité qui ont été recueillies jusqu'à ce jour par enquête à Sarajevo, aux fins d'enquête ultérieure.

8. Le Gouvernement serbe renforcera et étendra les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière. Il va de soi qu'il ordonnera de suite une enquête et punira sévèrement les fonctionnaires des frontières sur la ligne Schabatz—Loznitza qui ont manqué à leurs devoirs et laissé passer les auteurs du crime de Sarajevo.

9. Le Gouvernement Royal donnera volontiers des explications sur les propos que ses fonctionnaires, tant en Serbie qu'à l'étranger, ont eu après l'attentat dans des interviews et qui, d'après l'affirmation du Gouvernement Impérial et Royal, ont été hostiles envers la Monarchie, dès que le Gouvernement Impérial et Royal lui aura communiqué les passages en question de ces propos, et dès qu'il aura démontré que les propos employés ont, en effet, été tenus par lesdits fonctionnaires, quoique le Gouvernement Royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions.

10. Le Gouvernement Royal informera le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents en tant que cela n'a pas été déjà fait par la présente note, aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée.

Dans le cas où le Gouvernement Impérial et Royal ne serait pas satisfait de cette réponse, le Gouvernement serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt comme toujours d'accepter une entente pacifique,

* In Oe II No. 47 heißt es statt arrêté: découvert et un mandat d'amener a été lancé contre lui.

soit en remettant cette question à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux Grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le Gouvernement serbe a faite le 18 (31) mars 1909.

Belgrade, le 12 (25) juillet, 1914.

Mit Übersetzung im BB No. 39 veröffentlicht

Deutsche Übersetzung der Antwort der serbischen Regierung auf die österreichisch-ungarische Note nach Oe II No. 47 und 96.

Die königlich serbische Regierung hat die Mitteilung der k. u. k. Regierung vom 10. d. M. erhalten und ist überzeugt, daß ihre Antwort jedes Mißverständnis zerstreuen wird, welches die freundschaftlichen Beziehungen zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Serbien zu stören droht.

Die königliche Regierung ist sich bewußt, daß der großen Nachbarmonarchie gegenüber bei keinem Anlasse jene Proteste erneuert wurden, die seinerzeit sowohl in der Skupschtina als auch in Erklärungen und Handlungen der verantwortlichen Vertreter des Staates zum Ausdrucke gebracht wurden und die durch die Erklärung der serbischen Regierung vom 18. März 1909 ihren Abschluß gefunden haben, sowie weiters, daß seit jener Zeit weder von den verschiedenen

*Am 27. Juli hat die österreichisch-ungarische Regierung, bei Übermittlung der Antwort der serbischen Regierung an Graf Mensdorff und andere Botschafter zur Regelung ihrer Sprache, die folgenden Anmerkungen angefügt; diese wurden dem Foreign Office amtlich nicht mitgeteilt und man hat sie dort anscheinend gar nie zu Gesicht bekommen**

Anmerkungen

Die königlich serbische Regierung beschränkt sich darauf festzustellen, daß seit Abgabe der Erklärung vom 18. März 1909 von Seite der serbischen Regierung und ihrer Organe kein Versuch zur Änderung der Stellung Bosniens und der Herzegowina unternommen wurde.

Damit verschiebt sie in bewußt willkürlicher Weise die Grundlagen unserer Demarche, da wir nicht die Behauptung aufgestellt haben, daß sie und ihre Organe in dieser

* Diese Notiz rechts steht in den britischen Dokumenten an der Spitze der Anmerkungen der österreichisch-ungarischen Regierung, während links über dem französischen Wortlaut der serbischen Antwort die Notiz auf Seite 568 steht. Siehe dort auch Fußnote *. Der Wortlaut ist hier genau nach Oe II No. 96.

einander folgenden Regierungen des Königreiches noch von deren Organen der Versuch unternommen wurde, den in Bosnien und der Herzegowina geschaffenen politischen und rechtlichen Zustand zu ändern. Die königliche Regierung stellt fest, daß die k. u. k. Regierung in dieser Richtung keinerlei Vorstellungen erhoben hat, abgesehen von dem Falle eines Lehrbuches, hinsichtlich dessen die k. u. k. Regierung eine vollkommen befriedigende Aufklärung erhalten hat. Serbien hat während der Dauer der Balkankrise in zahlreichen Fällen Beweise für seine pazifistische und gemäßigte Politik geliefert und es ist nur Serbien und den Opfern, die es ausschließlich im Interesse des europäischen Friedens gebracht hat, zu danken, wenn dieser Friede erhalten geblieben ist.

Die königliche Regierung kann nicht für Äußerungen privaten Charakters verantwortlich gemacht werden, wie es Zeitungsartikel und die friedliche Arbeit von Gesellschaften ist, Äußerungen, die fast in allen Ländern ganz gewöhnliche Erscheinungen sind und die sich im allgemeinen der staatlichen Kontrolle entziehen. Dies umsoweniger, als die königliche Regierung bei der Lösung einer ganzen Reihe von Fragen, die zwischen Serbien und Österreich-Ungarn aufgetaucht waren, großes Entgegenkommen bewiesen hat, wodurch es ihr gelungen ist, deren größeren Teil zu Gunsten des Fortschrittes der beiden Nachbarländer zu lösen.

Richtung offiziell irgend etwas unternommen hätten.

Unser Gravamen geht vielmehr dahin, daß sie es trotz der in der zitierten Note übernommenen Verpflichtungen unterlassen hat, die gegen die territoriale Integrität der Monarchie gerichtete Bewegung zu unterdrücken.

Ihre Verpflichtung bestand also darin, die ganze Richtung ihrer Politik zu ändern und zur österreichisch-ungarischen Monarchie in ein freundnachbarliches Verhältnis zu treten, nicht bloß die Zugehörigkeit Bosniens zur Monarchie offiziell nicht anzutasten.

Die Behauptung der königlich serbischen Regierung, daß die Äußerungen der Presse und die Tätigkeit von Vereinen privaten Charakter haben und sich der staatlichen Kontrolle entziehen, steht im vollen Widerspruche zu den Einrichtungen moderner Staaten, selbst der freiheitlichsten Richtung auf dem Gebiete des Preß- und Vereinsrechtes, das einen öffentlich rechtlichen Charakter hat und Presse sowie Vereine der staatlichen Aufsicht unterstellt. Übrigens sehen auch die serbischen Einrichtungen eine solche Aufsicht vor. Der gegen die serbische Regierung erhobene Vorwurf geht eben dahin, daß sie es gänzlich unterlassen hat, ihre Presse und ihre Vereine zu beaufsichtigen, deren Wirken im monarchiefeindlichen Sinne sie kannte.

Die königliche Regierung war deshalb durch die Behauptungen, daß Angehörige Serbiens an der Vorbereitung des in Sarajevo verübten Attentates teilgenommen hätten, schmerzlich überrascht. Sie hatte erwartet, zur Mitwirkung bei den Nachforschungen über dieses Verbrechen eingeladen zu werden und war bereit, um ihre volle Korrektheit durch Taten zu beweisen, gegen alle Personen vorzugehen, hinsichtlich welcher ihr Mitteilungen zugekommen wären.

Den Wünschen der k. u. k. Regierung entsprechend ist die königliche Regierung somit bereit, dem Gerichte ohne Rücksicht auf Stellung und Rang jeden serbischen Staatsangehörigen zu übergeben, für dessen Teilnahme an dem Sarajevoer Verbrechen ihr Beweise geliefert werden sollten; sie verpflichtet sich insbesondere, auf der ersten Seite des Amtsblattes vom 13./26. Juli folgende Enunziation zu veröffentlichen:

„Die königlich serbische Regierung verurteilt jede Propaganda, die gegen Österreich-Ungarn gerichtet sein sollte, das heißt die Gesamtheit der Bestrebungen, die in letzter Linie auf die Losreißung einzelner Gebiete von der österreichisch-ungarischen Monarchie abzielen, und sie bedauert aufrichtig die traurigen Folgen dieser verbrecherischen Machenschaften.

Diese Behauptung ist unrichtig; die serbische Regierung war über den gegen ganz bestimmte Personen bestehenden Verdacht genau unterrichtet und nicht nur in der Lage, sondern auch nach ihren internen Gesetzen verpflichtet, ganz spontan Erhebungen einzuleiten. Sie hat in dieser Richtung gar nichts unternommen.

Unsere Forderung lautete:

„Die königlich serbische Regierung verurteilt die gegen Österreich-Ungarn gerichtete Propaganda . . .“

Die von der königlich serbischen Regierung vorgenommene Änderung der von uns geforderten Erklärung will sagen, daß eine solche gegen Österreich-Ungarn gerichtete Propaganda nicht besteht oder daß ihr eine solche nicht bekannt ist. Diese Formel ist unaufrichtig und hinterhältig, da sich die serbische Regierung damit für später die Ausflucht reserviert, sie hätte die derzeit bestehende Propaganda durch diese Erklärung nicht desa-

vouiert und nicht als monarchiefeindlich anerkannt, woraus sie weiter ableiten könnte, daß sie zur Unterdrückung einer der jetzigen Propaganda gleichen nicht verpflichtet sei.

Die von uns geforderte Formulierung lautete:

Die königliche Regierung bedauert, daß laut Mitteilung der k. u. k. Regierung gewisse serbische Offiziere und Funktionäre an der eben genannten Propaganda mitgewirkt und daß diese damit die freundschaftlichen Beziehungen gefährdet hätten, zu deren Beobachtung sich die königliche Regierung durch die Erklärung vom 31. März 1909 feierlich verpflichtet hatte.

Die königliche Regierung, die jeden Gedanken oder jeden Versuch einer Einmischung in die Geschicke der Bewohner was immer für eines Teiles Österreich-Ungarns mißbilligt und zurückweist, erachtet es für ihre Pflicht, die Offiziere, Beamten und die gesamte Bevölkerung des Königreiches feierlich aufmerksam zu machen, daß sie künftighin mit äußerster Strenge gegen jene Personen vorgehen wird, die sich derartiger Handlungen schuldig machen sollten, Handlungen, denen vorzubeugen und die zu unterdrücken sie alle Anstrengungen machen wird.“

Diese Erklärung wird gleichzeitig zur Kenntnis der königlichen Armee durch einen Tagesbefehl Seiner Majestät des Königs gebracht und in dem offiziellen Organ der Armee veröffentlicht werden.

Die königliche Regierung verpflichtet sich weiters:

„Die königliche Regierung bedauert, daß serbische Offiziere und Funktionäre ... mitgewirkt haben ...“

Auch mit dieser Formulierung und dem weiteren Beisatze „laut der Mitteilung der k. u. k. Regierung“ verfolgt die serbische Regierung den bereits oben angedeuteten Zweck, sich für die Zukunft freie Hand zu wahren.

Wir hatten gefordert:

1. Anlässlich des nächsten ordnungsmäßigen Zusammentrittes der Skupschtina in das Preßgesetz eine Bestimmung einzuschalten, wonach die Aufreizung zum Hasse und zur Verachtung gegen die Monarchie sowie jede Publikation strengstens bestraft würde, deren allgemeine Tendenz gegen die territoriale Integrität Österreich-Ungarns gerichtet ist.

Sie verpflichtet sich anlässlich der demnächst erfolgenden Revision der Verfassung in den Artikel XXII des Verfassungsgesetzes einen Zusatz aufzunehmen, der die Konfiskation derartiger Publikationen gestattet, was nach den klaren Bestimmungen des Artikels XXII der Konstitution derzeit unmöglich ist.

„1. Jede Publikation zu unterdrücken, die zum Hasse und zur Verachtung gegen die Monarchie aufreizt und deren allgemeine Tendenz gegen die territoriale Integrität der Monarchie gerichtet ist.“

Wir wollten also die Verpflichtung Serbiens herbeiführen, dafür zu sorgen, daß derartige Preßangriffe in Hinkunft unterbleiben; wir wünschten also einen bestimmten Erfolg auf diesem Gebiete sichergestellt zu wissen.

Statt dessen bietet uns Serbien die Erlassung gewisser Gesetze an, welche als Mittel zu diesem Erfolg dienen sollen, u. zw.:

a) ein Gesetz, womit die fraglichen monarchiefeindlichen Preßäußerungen subjektiv bestraft werden sollen, was uns ganz gleichgültig ist, umsomehr, als bekanntermaßen die subjektive Verfolgung von Preßdelikten äußerst selten möglich ist und bei einer entsprechend laxen Behandlung eines solchen Gesetzes auch die wenigen Fälle dieser Art nicht zur Bestrafung kommen würden; also ein Vorschlag, der unserer Forderung in keiner Weise entgegenkommt, da er uns nicht die geringste Garantie für den von uns gewünschten Erfolg bietet;

b) ein Nachtragsgesetz zu Artikel XXII der Konstitution, das die Konfiskation gestatten würde — ein Vorschlag, der uns gleichfalls nicht befriedigen kann, da der Bestand eines solchen Gesetzes in Serbien uns nichts nützt, sondern nur die Verpflichtung der Regierung, es auch anzuwenden, was uns aber nicht versprochen wird.

Diese Vorschläge sind also voll-

kommen unbefriedigend — dies umsomehr, als sie auch in der Richtung evasiv sind, daß uns nicht gesagt wird, innerhalb welcher Frist diese Gesetze erlassen würden und daß im Falle der Ablehnung der Gesetzesvorlage durch die Skupschtina — von der eventuellen Demission der Regierung abgesehen — alles beim alten bliebe.

2. Die Regierung besitzt keinerlei Beweise dafür und auch die Note der k. u. k. Regierung liefert ihr keine solchen, daß der Verein „Narodna odbrana“ und andere ähnliche Gesellschaften bis zum heutigen Tage durch eines ihrer Mitglieder irgendwelche verbrecherischen Handlungen dieser Art begangen hätten. Nichtsdestoweniger wird die königliche Regierung die Forderung der k. u. k. Regierung annehmen und die Gesellschaft „Narodna odbrana“ sowie jede Gesellschaft, die gegen Österreich-Ungarn wirken sollte, auflösen.

Die monarchiefeindliche Propaganda der „Narodna odbrana“ und der ihr affilierten Vereine erfüllt in Serbien das ganze öffentliche Leben; es ist daher eine ganz unzulässige Reserve, wenn die serbische Regierung behauptet, daß ihr darüber nichts bekannt ist.

Ganz abgesehen davon, ist die von uns aufgestellte Forderung nicht zur Gänze erfüllt, da wir überdies verlangt haben:

Die Propagandamittel dieser Gesellschaften zu konfiszieren; die Neubildung der aufgelösten Gesellschaften unter anderem Namen und in anderer Gestalt zu verhindern.

In diesen beiden Richtungen schweigt das Belgrader Kabinett vollkommen, so daß uns auch durch die gegebene halbe Zusage keine Garantie dafür geboten ist, daß dem Treiben der monarchiefeindlichen Assoziationen, insbesondere der „Narodna odbrana“, durch deren Auflösung definitiv ein Ende bereitet wäre.

3. Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich, ohne Verzug aus dem öffentlichen Unterrichte in Serbien alles auszuschneiden, was die gegen Österreich-Ungarn gerichtete Propaganda fördern könnte, falls ihr die k. u. k.

Auch in diesem Falle verlangt die serbische Regierung erst Nachweise dafür, daß im öffentlichen Unterrichte Serbiens eine monarchiefeindliche Propaganda getrieben wird, während sie doch wissen muß, daß die bei den serbischen

Regierung tatsächliche Nachweise für diese Propaganda liefert.

Schulen eingeführten Lehrbücher in dieser Richtung zu beanstændenden Stoff enthalten und daß ein großer Teil der serbischen Lehrer im Lager der „Narodna odbrana“ und der ihr affilierten Vereine steht.

Übrigens hat die serbische Regierung auch hier einen Teil unserer Forderung nicht so erfüllt, wie wir es verlangt haben, indem sie in ihrem Text den von uns gewünschten Beisatz „sowohl was den Lehrkörper als auch was die Lehrmittel anbelangt“ wegließ — ein Beisatz, welcher ganz klar zeigt, wo die monarchiefeindliche Propaganda in der serbischen Schule zu suchen ist.

4. Die königliche Regierung ist auch bereit, jene Offiziere und Beamten aus dem Militär- und Zivildienste zu entlassen, hinsichtlich welcher durch gerichtliche Untersuchung festgestellt wird, daß sie sich Handlungen gegen die territoriale Integrität der Monarchie haben zuschulden kommen lassen; sie erwartet, daß ihr die k. u. k. Regierung zwecks Einleitung des Verfahrens die Namen dieser Offiziere und Beamten und die Tatsachen mitteilt, welche denselben zur Last gelegt werden.

Indem die königlich serbische Regierung die Zusage der Entlassung der fraglichen Offiziere und Beamten aus dem Militär- und Zivildienst an den Umstand knüpft, daß diese Personen durch ein Gerichtsverfahren schuldig befunden werden, schränkt sie ihre Zusage auf jene Fälle ein, in denen diesen Personen ein strafgesetzlich zu ahndendes Delikt zur Last liegt. Da wir aber die Entfernung jener Offiziere und Beamten verlangen, die monarchiefeindliche Propaganda betreiben, was ja im allgemeinen in Serbien kein gerichtlich strafbarer Tatbestand ist, erscheint unsere Forderung auch in diesem Punkte nicht erfüllt.

5. Die königliche Regierung muß bekennen, daß sie sich über den Sinn und die Tragweite jenes Begehrens der k. u. k. Regierung nicht volle Rechenschaft geben kann, welches dahin geht, daß die königlich serbische Regierung sich verpflichten soll, auf ihrem Ge-

Mit dieser Frage hat das allgemeine Völkerrecht ebensowenig etwas zu tun, wie das Strafprozeßrecht; es handelt sich um eine Angelegenheit rein staatspolizeilicher Natur, die im Wege einer besonderen Vereinbarung zu lösen ist. Die Reserve Serbiens ist daher un-

biete die Mitwirkung von Organen der k. u. k. Regierung zuzulassen, doch erklärt sie, daß sie jene Mitwirkung anzunehmen bereit wäre, welche den Grundsätzen des Völkerrechtes und des Strafprozesses sowie den freundschaftlichen Beziehungen entsprechen würde.

6. Die königliche Regierung hält es selbstverständlich für ihre Pflicht, gegen alle jene Personen eine Untersuchung einzuleiten, die an dem Komplote vom 15./28. Juni beteiligt waren oder beteiligt gewesen sein sollen und die sich auf ihrem Gebiete befinden. Was die Mitwirkung von hiezu speziell delegierten Organen der k. u. k. Regierung an dieser Untersuchung anbelangt, so kann sie eine solche nicht annehmen, da dies eine Verletzung der Verfassung und des Strafprozeßgesetzes wäre. Doch könnte den österreichisch-ungarischen Organen in einzelnen Fällen Mitteilung von dem Ergebnisse der Untersuchung gemacht werden.

verständlich und wäre bei ihrer vagen, allgemeinen Form geeignet, zu unüberbrückbaren Schwierigkeiten bei Abschluß des zu treffenden Abkommens zu führen.

Unser Verlangen war ganz klar und nicht mißzuverstehen. Wir begehren:

1. Einleitung einer gerichtlichen Untersuchung gegen die Teilnehmer am Komplote.

2. Die Mitwirkung von k. u. k. Organen an den hierauf bezüglichen Erhebungen („recherches“ im Gegensatz zu „enquête judiciaire“).

Es ist uns nicht aufgefallen, k. u. k. Organe an dem serbischen Gerichtsverfahren teilnehmen zu lassen; sie sollten nur an den polizeilichen Vorerhebungen mitwirken, welche das Materiale für die Untersuchung herbeizuschaffen und sicherzustellen hatten.

Wenn die serbische Regierung uns hier mißversteht, so tut sie dies bewußt, denn der Unterschied zwischen „enquête judiciaire“ und den einfachen „recherches“ muß ihr geläufig sein.

Da sie sich jeder Kontrolle des einzuleitenden Verfahrens zu entziehen wünscht, das bei korrekter Durchführung höchst unerwünschte Ergebnisse für sie liefern würde, und da sie keine Handhabe besitzt, in plausibler Weise die Mitwirkung unserer Organe am polizeilichen Verfahren abzulehnen (Analogien für solche polizeiliche Interventionen bestehen in großer Menge), hat sie sich auf einen

Standpunkt begeben, der ihrer Ablehnung den Schein der Berechtigung geben und unserem Verlangen den Stempel der Unerfüllbarkeit aufdrücken soll.

7. Die königliche Regierung hat noch am Abend des Tages, an dem ihr die Note zukam, die Verhaftung des Majors Voislav Tankosić verfügt.

Was aber den Milan Ciganović anbelangt, der ein Angehöriger der österreichisch-ungarischen Monarchie ist und der bis zum 15. Juni (als Aspirant) bei der Eisenbahndirektion bedienstet war, so konnte dieser bisher nicht ausgeforscht werden, weshalb ein Steckbrief gegen ihn erlassen wurde.

Die k. u. k. Regierung wird gebeten, zwecks Durchführung der Untersuchung so bald als möglich die bestehenden Verdachtsgründe und die bei der Untersuchung in Sarajevo gesammelten Schuldbe-weise in der üblichen Form bekanntzugeben.

8. Die serbische Regierung wird die bestehenden Maßnahmen wegen Unterdrückung des Schmuggels von Waffen und Explosivstoffen verschärfen und erweitern.

Es ist selbstverständlich, daß sie sofort eine Untersuchung einleiten und jene Beamten des Grenzdienstes in der Linie Šabac—Ložnica streng bestrafen wird, die ihre Pflicht verletzt und die Urheber des Verbrechens die Grenze haben überschreiten lassen.

9. Die königliche Regierung ist gerne bereit, Aufklärung über die Äußerungen zu geben, welche ihre

Diese Antwort ist hinterhältig.

Ciganović ging laut der von uns veranlaßten Nachforschungen drei Tage nach dem Attentate, als bekannt wurde, daß Ciganović an dem Komplotte beteiligt sei, auf Urlaub und begab sich über Auftrag der Polizeipräfektur in Belgrad nach Ribari. Es ist also zunächst unrichtig, daß Ciganović schon am 15./28. Juni aus dem serbischen Staatsdienste schied. Hiezu kommt, daß der Polizeipräsident von Belgrad, der die Abreise des Ciganović selbst veranlaßt hat und der wußte, wo dieser sich aufhalte, in einem Interview erklärte, ein Mann namens Milan Ciganović existiere in Belgrad nicht.

Der königlich serbischen Regierung müssen die bezüglichen Interviews ganz genau bekannt sein.

Beamten in Serbien und im Auslande nach dem Attentate in Interviews gemacht haben und die nach der Behauptung der k. u. k. Regierung der Monarchie feindselig waren, sobald die k. u. k. Regierung die Stellen dieser Ausführungen bezeichnet und bewiesen haben wird, daß diese Äußerungen von den betreffenden Funktionären tatsächlich gemacht worden sind. Die königliche Regierung wird selbst Sorge tragen, die nötigen Beweise und Überführungsmittel hiefür zu sammeln.

10. Die königliche Regierung wird, insofern dies nicht schon in dieser Note geschehen ist, die k. u. k. Regierung von der Durchführung der in den vorstehenden Punkten enthaltenen Maßnahmen in Kenntnis setzen, sobald eine dieser Maßregeln angeordnet und durchgeführt wird.

Die königlich serbische Regierung glaubt, daß es im gemeinsamen Interesse liegt, die Lösung dieser Angelegenheit nicht zu überstürzen, und ist daher, falls sich die k. u. k. Regierung durch diese Antwort nicht für befriedigt erachten sollte, wie immer bereit, eine friedliche Lösung anzunehmen, sei es durch Übertragung der Entscheidung dieser Frage an das internationale Gericht im Haag, sei es durch Überlassung der Entscheidung an die Großmächte, welche an der Ausarbeitung der von der serbischen Regierung am 18./31. März 1909 abgegebenen Erklärung mitgewirkt haben.

Wenn sie von der k. u. k. Regierung verlangt, daß diese ihr allerlei Details über diese Interviews liefere und sich eine förmliche Untersuchung hierüber vorbehält, zeigt sie, daß sie auch diese Forderung nicht ernstlich erfüllen will.

Wenn man sich von der Seite der
auswärtigen Politik aus betrachtet, so
kann man sich leicht vorstellen, dass
die deutsche Politik in der letzten
Zeit eine gewisse Wendung
genommen hat. Diese Wendung
ist nicht nur in der Außenpolitik,
sondern auch in der Innenpolitik
zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.

Die deutsche Politik hat in der
letzten Zeit eine gewisse
Wendung genommen. Diese
Wendung ist nicht nur in der
Außenpolitik, sondern auch in der
Innenpolitik zu beobachten.